

4

**COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE
ET DE LA BONNETERIE**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 2 A VRIL 1999

EXECUTION DE L'ACCORD CENTRAL POUR LES ANNEES 1999 et 2000

CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers et ouvrières qui y sont occupés, qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese, pour laquelle les chapitres V et VII sont toutefois applicables.

CHAPITRE II. SALAIRES

Article 2

- a) Dans l'industrie textile et de la bonneterie, les salaires barémiques et effectifs seront augmentés de 5 BEF de l'heure en simple équipe à partir du 1^{er} juillet 1999.
- b) Dans l'industrie textile et de la bonneterie, les salaires barémiques et effectifs seront augmentés de 2 BEF de l'heure, en simple équipe à partir du 1^{er} juillet 2000.

Pour les autres régimes de travail, les montants forfaitaires mentionnés sont majorés des coefficients en vigueur.

CHAPITRE III. MESURES D'EMPLOI

Principe

Article 3

Dans le cadre de la loi relative au plan d'action belge pour l'emploi, les mesures suivantes relatives à la promotion de l'emploi sont prises:

- prolongation des obligations d'emploi
- interruption de carrière pour les + 50 ans
- prépension à mi-temps.

NEERLEGGING

14-04-1999

06-05-1999

NR.
N°

50.684 /COF/120

Engagements en matière d'emploi

Article 4

Les engagements en matière d'emploi prévus aux articles 4 à 15 inclus de la convention collective de travail du 10 février 1989 portant exécution de l'accord interprofessionnel du 18 novembre 1988, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 juillet 1989, complétés et prorogés pour les années 1991-1992 par l'article 8 de la convention collective de travail du 21 février 1991 portant exécution de l'accord interprofessionnel 1991-1992, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 août 1991, complétés et prolongés pour les années 1993-1994 par l'article 8 de la convention collective de travail du 4 mars 1993 portant exécution de l'accord interprofessionnel 1993-1994, rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juillet 1994, prolongés pour les années 1995 et 1996 par l'article 2 de la CCT du 13 avril 1995 portant exécution de l'accord interprofessionnel 1995-1996, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 février 1996, prolongés pour les années 1997 et 1998 par l'article 3 de la convention collective du 25 avril 1997, s'appliquent également pour les années 1999 et 2000, sans préjudice toutefois de l'application de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Le nombre 20.000 figurant à l'article 8 de la CCT du 10 février 1989 est remplacé par le nombre 40.000 à partir du 01.01.1999.

Article 5

La prolongation des engagements en matière d'emploi pour 2 ans dont question ci-dessus, concerne les principes suivants:

- a) Interdiction de licenciement pour des raisons économiques ou techniques. Il peut être dérogé à ce principe conformément à la CCT du 10 février 1989 précitée.
- b) Lorsque, conformément à l'art. 8 de la CCT du 10 février 1989 dont question ci-dessus, il est constaté que le licenciement est contraire aux principes précités, une indemnité forfaitaire unique de 40.000 BEF est octroyée à l'ouvrier(ière) licencié(e).
- c) L'ouvrier(ière) qui, conformément à la CCT sectorielle relative à la prépension en vigueur est mis(e) à la prépension, doit être remplacé(e) conformément à l'article 9 de la CCT précitée du 10 février 1989. Il peut être dérogé à cette obligation sur base des articles 10 et 11 de cette CCT du 10 février 1989 et moyennant respect des dispositions légales en matière d'obligation de remplacement des prépensionnés.
- d) L'ouvrier(ière) qui est licencié(e) pour des raisons autres que celles énoncées sous litt. a) et c) ci-dessus doivent être remplacé(e) endéans les trois mois suivant l'expiration du préavis ou, en l'absence de préavis, endéans les trois mois suivant la date de la rupture du contrat. Il peut également être dérogé à cette obligation conformément aux dispositions en la matière reprises dans la CCT du 10 février 1989.

Interruption de carrière

Article 6

Outre le droit légal à l'interruption de carrière de 3 % de l'effectif du personnel, une extension de 2 % d'interruption de carrière est prévue pour les ouvriers(ières) de + 50 ans. Ces ouvriers(ières) ne peuvent faire appel à ces 2 % de droit supplémentaire que sous la forme d'une interruption de carrière complète d'un an, avec possibilité de prolongation. Les règles spécifiques sont fixées dans une CCT distincte qui fait partie intégrante de la présente CCT.

Prépension à mi-temps

Article 7

Un régime de prépension à mi-temps est instauré conformément à la CCT n° 55 du CNT instituant un régime d'indemnisation complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction de leurs prestations de travail à mi-temps.

L'âge minimum pour la mise en prépension à mi-temps est fixé à :

55 ans en 1999

56 ans en 2000.

Aux ouvriers(ières) qui au cours des années 1999 et 2000 entrent dans le régime de prépension à mi-temps, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence pour les ouvriers de l'industrie textile et de la bonneterie. Le Fonds prend également à charge le coût de la cotisation capacitative éventuelle et assure les formalités administratives. Les règles spécifiques sont fixées dans une CCT distincte qui fait partie intégrante de la présente CCT. En outre, les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour les ouvriers de l'industrie textile et de la bonneterie seront adaptés compte tenu de ce qui précède.

CHAPITRE IV. *FORMATION*

Article 8

En exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000, le secteur consacre un effort supplémentaire en matière de formation. Cet effort supplémentaire est réalisé par une cotisation sectorielle de 0,2 % sur les salaires au cours des années 1999 et 2000. Ainsi, le secteur assume sa part dans l'exécution de l'engagement de réaliser un effort supplémentaire en matière de formation permanente, dans le but de mettre la Belgique sur la voie qui après 6 ans mène au niveau moyen des trois pays limitrophes c.-à-d. de 1,2 % à 1,9% du coût salarial. Plus spécialement pour la période 1999-2000;² cela signifie une majoration de l'effort des entreprises de 0,2 %.

Par ailleurs, le secteur prolonge, également en exécution de l'accord interprofessionnel 1999-2000, l'effort de 0,1 % pour la formation de groupe à risques. Une convention collective de travail conclue et déposée avant le 1^{er} juillet 1999 au greffe du Service des Relations Collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, réglera la formation de ces groupes à risques, comme prévu à l'article 6 de la convention collective du 25 avril 1997 concernant les initiatives de formation.

Par conséquent une cotisation globale de 0,30 % sera perçue pour les années 1999 et 2000 à charge des employeurs pour la formation. Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés dans ce sens.

CHAPITRE V. PREPENSION CONVENTIONNELLE**Régime général****Article 9**

Le régime d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement, tel que prévu par la convention collective de travail du 9 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 18 juin 1981, respectivement prorogée par les conventions collectives de travail du 30 décembre 1985 jusqu'au 31 décembre 1989, du 10 février 1989 jusqu'au 31 décembre 1990, du 21 février 1991 jusqu'au 31 décembre 1992, du 4 mars 1993 jusqu'au 31 décembre 1994, du 13 avril 1995 jusqu'au 31 décembre 1996 et du 25 avril 1997 jusqu'au 31 décembre 1998, est prolongé pour un nouveau délai de deux ans jusqu'au 31 décembre 2000 dans les conditions énoncées à l'article 10 ci-après.

Article 10

- a) Conformément aux dispositions de l'article 3 §2, de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle est fixé au même âge que celui applicable pour les années 1997 et 1998.
A partir du 31.12.1999 l'âge des ouvriers(ières) est fixé à 58 ans.
- b) Outre les conditions d'ancienneté fixées par l'arrêté royal précité du 7 décembre 1992, les ouvriers(ières) doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes:
- soit 15 années de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation du lin,
 - soit 5 années de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation du lin pendant les 10 dernières années, dont au moins 1 année au cours des 2 dernières années.

En ce qui concerne l'assimilation à des journées de travail, il est également référé à l'article 2 §3 de l'arrêté royal précité.

Article 11

Pour les ouvriers(ières) accédant au régime de prépension au cours des années 1999 et 2000, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie textile et de la bonneterie.

De plus, les cotisations spéciales à charge de l'employeur, imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-programme du 22 décembre 1989 et par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 contenant des dispositions sociales et leurs arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds de Sécurité d'Existence.

Article 12

Les engagements relatifs à ce système de prépension font l'objet d'une convention collective de travail distincte.

De plus, une convention collective de travail distincte sera également conclue en vue de modifier les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence, compte tenu de ce qui précède.

Prépension conventionnelle pour les travailleurs en cas de prestations de nuit**Article 13**

Il est convenu d'instaurer un système d'indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés lorsqu'ils sont licenciés à partir du 1^{er} janvier 1999, pour les travailleurs avec des prestations de nuit âgés de 56 ans.

Ces travailleurs doivent satisfaire à toutes les conditions légales et réglementaires qui règlent l'accès à ce régime spécial de prépension conventionnelle, ainsi qu'à la condition d'ancienneté fixée à l'article 10 litt. b).

Article 74

Pour les travailleurs précités qui accèdent au régime de prépension dans le courant des années 1999 et 2000, l'indemnité complémentaire est payée par le Fonds de Sécurité d'Existence de l'industrie textile et de la bonneterie.

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la loi-programme du 22 décembre 1989, par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 contenant des dispositions sociales, par l'article 24 de la loi du 26 juillet 1996 et par leurs arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds de Sécurité d'Existence.

Article 15

Les engagements relatifs à ce système de prépension font l'objet d'une convention collective de travail séparée. Cette convention collective de travail entre en vigueur à partir du 01.01.1999, toutefois sous la condition suspensive que la réglementation y relative autorise pareil régime de prépension.

De plus, une convention collective de travail séparée sera également conclue en vue de modifier les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence, compte tenu de ce qui précède.

CHAPITRE VI. FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE**Article 16**

- a) Le régime d'accompagnement social pour les ouvriers(ières) malades de longue durée qui sont licencié(e)s pour tout autre motif que le motif grave, qui était d'application pour les années 1997 et 1998 est prolongé à durée indéterminée.

Par conséquent, dans le 6^{ème} alinéa du litt. c) de l'article 8bis des statuts du Fonds Social et de Garantie les mots "... pendant la période couverte par la CCT du 25 avril 1997, à savoir entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 1998..." sont supprimés.

- b) Le régime d'accompagnement social pour les ouvriers(ières) âgé(e)s de plus de 50 ans qui sont licencié(e)s pour tout autre motif que le motif grave, qui était applicable pour les années 1997 et 1998 est prolongé à durée indéterminée. Par conséquent, à l'alinéa 7 du litt. c) de l'article 8bis des mêmes statuts, les mots "... pendant la période couverte par la CCT du 25 avril 1997, à savoir entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 1998..." sont supprimés.
- c) La perception de la cotisation patronale de 0,20 % dont question au litt. d) de l'article 17 des statuts du Fonds Social et de Garantie pour l'industrie textile et de la bonneterie et qui sert au financement de la section "accompagnement social" est suspendue pour les années 1999 et 2000 pendant 8 trimestres.
A partir du 1^{er} janvier 2001, cette cotisation de 0,20 % est de nouveau perçue.
- d) L'avance irrécupérable dont question à l'article 7 2^{ème} alinéa des statuts précités est augmentée de 3.450 BEF à 4.450 BEF à partir de l'année 1999. Cette même avance irrécupérable est portée à 4.650 BEF à partir de l'année 2000. Pour le financement de cette augmentation, la cotisation dont question à l'article 17 litt. a) dernier alinéa est augmentée de 0,20 %. A partir de la première perception de l'année 1999, la cotisation totale est ainsi fixée à 1,95 % des salaires bruts gagnés.
- e) Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés compte tenu de ce qui précède.

CHAPITRE VII. FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 17

- a) L'article 13 de la CCT du 09.04.1981 fixant les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie textile et de la bonneterie est complété par un litt. k) qui s'énonce comme suit:

"k) Pour les bénéficiaires du régime de prépension pour le personnel ouvrier, la cotisation patronale dont question au litt. j) est réduite de 0,25 % à partir du 1^{er} janvier 1999 de sorte que la cotisation totale s'élève à 1,60 %".

Par conséquent l'article 15 des mêmes statuts est complété par un litt. k) qui s'énonce comme suit:

"k) La cotisation patronale de 1,60 % dont question à l'article 13 litt. j) est perçue trimestriellement par le Fonds à partir du 1^{er} janvier 1999 et est calculée sur les salaires de référence des 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de l'année précédente et du premier trimestre de l'année en cours".

- b) L'article 13 de la CCT du 09.04.1981 fixant les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence pour l'industrie textile et de la bonneterie, est complété par un litt. l) qui s'énonce comme suit:

"l) Pour les bénéficiaires du régime de prépension pour le personnel ouvrier, la cotisation patronale dont question au litt. k) est, à partir du 1^{er} janvier 2000, diminuée de 0,25 % de sorte que la cotisation totale s'élèvera à 1,35 %".

Par conséquent, l'article 15 des mêmes statuts est complété par un litt. l) qui s'énonce comme suit:

l) La cotisation patronale de 1,35 % prévue à l'article 13 litt. l) est perçue trimestriellement par le Fonds à partir du 1^{er} janvier 2000 et est calculée sur les salaires de référence du 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} trimestres de l'année précédente et du 1^{er} trimestre de l'année en cours".

- c) L'article 13 litt. l) est complété par un 2^{ème} alinéa qui s'énonce comme suit:
"Pour obtenir la diminution supplémentaire de 0,25 % au cours de l'année 2000, l'entreprise doit, dans le courant des mois de janvier-février 2000, transmettre une attestation au Fonds que les dispositions relatives au temps de travail sont respectées; cette attestation est visée par au moins un délégué de chaque syndicat qui est représenté dans la délégation syndicale ou à défaut par le comité de contact régional dont question à l'article 27 de la CCT du 10.02.1989. Les entreprises qui ne délivrent pas cette attestation ne peuvent pas obtenir la diminution supplémentaire de 0,25 % en l'an 2000".
- d) Les statuts du Fonds de Sécurité d'Existence seront adaptés compte tenu de ce qui précède.

CHAPITRE VIII. DELEGATION SYNDICALE

Article 18

- a) Entre le premier et deuxième alinéa de l'article 11 de la CCT du 18.06.1976 modifiant la CCT du 03.05.1972 relative au statut de la délégation syndicale pour le personnel ouvrier des entreprises de l'industrie textile et de la bonneterie, il est inséré l'alinéa suivant: *"A partir du 01.06.2000, le seuil pour l'instauration de la délégation syndicale est réduit de 40 ouvriers(d'ères) à 30 ouvriers(ières). "*
- b) L'article 12 de la CCT précitée du 18.06.1976 est complété par la disposition suivante: *"A partir du 01.06.2000, le nombre 40 est remplacé par 30".*

CHAPITRE IX. CHOMAGE TEMPORAIRE

Article 19

Les parties signataires s'engagent à émettre un avis unanimement favorable au sein de la Commission Paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, dans le cadre de l'application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail en vue d'obtenir la prolongation des arrêtés existants de dérogation en matière de chômage temporaire.

CHAPITRE X. REGIMES DE TRAVAIL SPECIAUX**Article 20**

- a) Les articles 8 et 9 de la convention collective de travail du 12 février 1985 relatifs à la semaine de travail flexible dans l'industrie textile et de la bonneterie sont abrogés à partir du 01.01.1999.
- b) Le délai de préavis dont question à l'article 15 de la CCT du 25.03.1983 instaurant les équipes-relais, rendue obligatoire par A.R. du 01.09.1983, est ramené de 6 mois à 3 mois.

CHAPITRE XI. ANCIENNETE**Article 21**

A partir de 1999, il est accordé à l'ouvrier(ière) ayant une ancienneté ininterrompue de 20 ans au moins dans la même entreprise, un jour d'absence rémunéré au cours de chaque année calendrier. L'employeur peut récupérer le coût auprès du Fonds Social et de Garantie moyennant production des pièces justificatives nécessaires. Le coût précité récupérable est composé du salaire brut pour ce jour d'absence majoré forfaitairement de 50 % de charges sociales patronales (sur le salaire coefficient 100). Les statuts du Fonds Social et de Garantie seront adaptés dans ce sens.

CHAPITRE XII. STRESS**Article 22**

Un groupe de travail spécial, créé au sein de la commission paritaire suivra les travaux de la "Stichting Technologie Vlaanderen" dans le cadre de la recherche relative au stress dans le secteur textile.

CHAPITRE XIII. DUREE DE LA CONVENTION ET ENGAGEMENTS DES PARTIES CONTRACTANTES**Article 23**

La présente convention collective de travail s'applique du 1er janvier 1999 jusqu'au 31 décembre 2000 inclus.

Elle fixe l'ensemble des nouveaux avantages sociaux applicables pendant toute la durée précitée.

Par conséquent, les parties contractantes garantissent pendant cette période le respect des engagements relatifs à la paix sociale et à l'accroissement de la productivité, ce qui implique que:

- a) pendant toute la durée de validité de la présente convention collective de travail, les organisations syndicales et patronales se portent garantes de la paix sociale dans les entreprises, ainsi que du concours effectif du personnel dans l'exécution des mesures prises par application des dispositions adoptées paritairement, en vue d'accroître la productivité, tant en ce qui concerne l'usage de nouveaux outils et machines de production que pour ce qui est des modifications des méthodes de travail;
- b) l'ensemble des dispositions régissant les conditions de travail sera de stricte application et ne pourra en aucun cas être remis en cause par les organisations syndicales, les travailleurs, l'organisation patronale et les employeurs;
- c) les organisations syndicales et les travailleurs s'engagent à ne formuler aucune revendication, ni sur le plan national, ni sur le plan régional, ni au niveau des entreprises, et s'abstiendront de provoquer ou de déclencher un conflit pour quelque raison ou à quelque niveau que ce soit.

Article 24

Les engagements précités en matière de paix sociale tombent sous l'application des dispositions établies à cet égard par les parties contractantes dans le protocole national du 26 juin 1969.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 2 APRIL 1999

UITVOERING VAN HET CENTRAAL AKKOORD VOOR DE JAREN 1999 en 2000

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoedondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders en arbeidsters (ook werklieden genoemd) die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese waarvoor de hoofdstukken V en VII evenwel van toepassing zijn.

HOOFDSTUK II. LONEN

Artikel 2

- a) In de textielnijverheid en het breiwerk worden vanaf 1 juli 1999 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 5 BEF per uur in enkele ploeg.
- b) In de textielnijverheid en het breiwerk worden vanaf 1 juli 2000 de baremieke en effectieve lonen verhoogd met 2 BEF per uur in enkele ploeg.

Voor de andere arbeidsstelsels worden voornoemde forfaitaire bedragen vermeerderd met de daartoe voorziene coëfficiënten.

HOOFDSTUK III. TEWERKSTELLINGSMAATREGELEN

Principe

Artikel 3

In 't kader van de wet betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid worden volgende tewerkstellingsbevorderende maatregelen genomen:

- verlenging van de tewerkstellingsverbintenissen
- loopbaanonderbreking voor + 50 jarigen
- halftijds brugpensioen.

NEERLEGGING-DÉPÔT

14 -04- 1999

REGISTR.-ENREGISTR.

06 -05- 1999

NR.
N°

50.684

/COF/120

Tewerkstellingsverbintenissen

Artikel 4

De tewerkstellingsverbintenissen vermeld in de artikelen 4 tot en met 15 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 februari 1989 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 18 november 1988, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 juli 1989, aangevuld en verlengd voor de jaren 1991 en 1992 bij artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 februari 1991 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1991-1992, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 augustus 1991, aangevuld en verlengd voor de jaren 1993 en 1994 bij artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 1993 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1993-1994, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 1994, verlengd voor de jaren 1995 en 1996 bij artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 april 1995 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1995-1996, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 25 februari 1996, verlengd voor de jaren 1997 en 1998 bij artikel 3 van de collectieve overeenkomst van 25 april 1997 gelden eveneens voor de jaren 1999 en 2000 zonder evenwel afbreuk te doen aan de toepassing van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen.

In artikel 8 van de CAO van 10 februari 1989 wordt vanaf 01.01.1999 het getal 20.000 vervangen door 40.000.

Artikel 5

Hierboven vermelde verlenging van 2 jaren van de tewerkstellingsverbintenissen behelst volgende principes:

- a) Verbod van afdanking om economische of technische redenen. Van dit principe kan, overeenkomstig voormelde CAO van 10 februari 1989, worden afgeweken.
- b) Wanneer overeenkomstig artikel 8 van de CAO van 10 februari 1989 waarvan hierboven sprake wordt vastgesteld dat de afdanking in strijd is met voormelde principes wordt een eenmalige forfaitaire schadevergoeding toegekend aan de afgedankte arbeider(ster) van 40.000 BEF.
- c) De arbeiders(sters) die overeenkomstig de geldende sectoriële CAO's brugpensioen, op brugpensioen worden gesteld moeten vervangen worden overeenkomstig artikel 9 van voormelde CAO van 10 februari 1989. Van deze verplichting kan afgeweken worden op basis van de artikelen 10 en 11 van deze CAO van 10 februari 1989 en mits naleving van de wettelijke bepalingen op het stuk van de vervangingsplicht van bruggepensioneerden.
- d) Arbeiders(sters) die worden afgedankt om andere redenen dan de redenen aangehaald onder litterae a) en c) hierboven moeten worden vervangen binnen de drie maanden na het verstrijken van de vooropzeg of bij ontstentenis van de vooropzeg binnen de drie maanden na de datum van het einde van de arbeidsovereenkomst. Van deze verplichting kan eveneens afgeweken worden overeenkomstig de bepalingen dienaangaande opgenomen in voormelde CAO van 10 februari 1989.

Loopbaanonderbreking

Artikel 6

Bovenop het wettelijk recht op loopbaanonderbreking van 3 % van het personeelseffectief, wordt de uitbreiding voorzien van 2 % loopbaanonderbreking voor de +50-jarigen. De +50-jarigen kunnen dit supplementair recht van 2 % uitsluitend invullen met een volledige loopbaanonderbreking van 1 jaar, met mogelijkheid tot verlenging. De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO.

Halftijds brugpensioenen

Artikel 7

Er wordt een stelsel van halftijds brugpensioenen ingesteld overeenkomstig CAO nr 55 van de NAR tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers, ingeval van halvering van de arbeidsprestaties.

De minimumleeftijd om op halftijds brugpensioenen gesteld te worden is vastgesteld op

55 jaar in 1999

56 jaar in 2000.

Aan de werklieden die in de loop van de jaren 1999 en 2000 tot het halftijds brugpensioen toetreden wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werklieden van de textielnijverheid en het breiwerk. Het Fonds draagt eveneens de kost van de eventuele kapitatieve bijdrage en staat in voor de administratieve verwerking. De nadere regels worden vastgelegd in een afzonderlijke CAO die integrerend deel uitmaakt van onderhavige CAO. Tevens worden de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werklieden van de textielnijverheid en het breiwerk aangepast met hetgeen voorafgaat.

HOOFDSTUK IV. VORMING EN OPLEIDING

Artikel 8

In uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000 doet de sector een bijkomende inspanning op het vlak van vorming en opleiding. Deze bijkomende inspanning wordt gerealiseerd door een sectorale bijdrage van 0,20 % op de lonen gedurende de jaren 1999 en 2000. Aldus levert de sector haar aandeel tot de uitvoering van het engagement om bijkomende inspanningen op het vlak van permanente vorming te doen, met als doel België op het traject te zetten dat na 6 jaar leidt tot het gemiddeld niveau van de drie buurlanden, d.w.z. van 1,2 % tot 1,9 % van de loonkost. Meer bepaald voor de periode 1999-2000 betekent dat een verhoging van de inspanning van het bedrijfsleven met 0,20 %.

Daarnaast verlengt de sector, eveneens in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 1999-2000, de inspanning van 0,10 % voor de vorming en opleiding van risicogroepen. Over de vorming en opleiding van deze risicogroepen, zoals bedoeld in artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 1997 betreffende vormings- en opleidingsinitiatieven, zal een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten worden die vóór 1 juli 1999 zal neergelegd worden op de griffie van de Dienst der Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van tewerkstelling en Arbeid.

Bijgevolg zal voor de jaren 1999 en 2000 van de textiel- en breigoedondernemingen een globale bijdrage van 0,30 % ten laste van de werkgevers geïnd worden voor vorming en opleiding. De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds zullen in die zin aangepast worden.

HOOFDSTUK V. CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN

Algemeen stelsel

Artikel 9

Het stelsel van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, zoals voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 9 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 18 juni 1981, respectievelijk verlengd bij de collectieve arbeidsovereenkomsten van 30 december 1985 tot 31 december 1989 bij CAO van 10 februari 1989 tot 31 december 1990, bij CAO van 21 februari 1991 tot 31 december 1992, bij CAO van 4 maart 1993 tot 31 december 1994, bij CAO van 13 april 1995 tot 31 december 1996 en bij CAO van 25 april 1997 tot 31 december 1998 wordt met een nieuwe termijn van twee jaren verlengd tot 31 december 2000 binnen de voorwaarden aangeduid door hiernavolgend artikel 10.

Artikel 10

- a) Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 § 2 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen wordt vanaf 01.01.1999 de minimumleeftijd om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen vastgesteld op dezelfde leeftijd als deze die gold voor de jaren 1997 en 1998. Vanaf 31.12.1999 wordt de leeftijd voor de werklieden vastgesteld op 58 jaar.
- b) Naast de anciënniteitsvoorwaarden vastgesteld door voormeld koninklijk besluit van 7 december 1992 dienen de werklieden, om te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, bovendien te voldoen aan één van volgende anciënniteitsvoorwaarden :
 - ofwel 15 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding ;
 - ofwel 5 jaar loondienst in de sectoren textiel, breigoed, kleding, confectie en/of vlasbereiding tijdens de laatste 10 jaren waarvan minstens 1 jaar in de laatste 2 jaren.

Wat betreft de gelijkstelling met arbeidsdagen wordt tevens verwezen naar artikel 2 § 3 van voormeld koninklijk besluit.

Artikel 11

Aan de werklieden die in de loop van de jaren 1999 en 2000 tot het brugpensioenstelsel toetreden wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de werklieden van de textielnijverheid en het breiwerk. Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de Programmawet van 22 december 1989 en door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen en door de uitvoeringsbesluiten ten laste genomen door het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Artikel 12

De verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel maken het voorwerp uit van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst. Tevens wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid, in de zin zoals hierboven aangeduid.

Conventioneel brugpensioen voor werklieden met nachtprestaties.

Artikel 13

Er wordt een stelsel van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen ingesteld vanaf 1 januari 1999 ten voordele van de werklieden van 56 jaar met nachtprestaties.

Deze werklieden moeten voldoen aan alle wettelijke en réglementaire voorwaarden die de toegang tot dit bijzonder conventioneel brugpensioenstelsel mogelijk maken, evenals aan de anciënniteitsvoorwaarden zoals bepaald in artikel 10 litt. b) hierboven..

Artikel 14

Aan voormelde werklieden die in de loop van de jaren 1999 en 2000 tot het brugpensioenstelsel toetreden wordt de aanvullende vergoeding uitbetaald door het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk.

Bovendien worden de bijzondere werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de Programmawet van 22 december 1989, door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, door voornoemde wet betreffende het Belgisch actieplan voor werkgelegenheid en door de uitvoeringsbesluiten ten laste genomen door het Fonds voor Bestaanszekerheid.

Artikel 15

De verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel maken het voorwerp uit van een afzonderlijk collectieve arbeidsovereenkomst. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking vanaf 01.01.1999 evenwel onder de opschortende voorwaarde dat de desbetreffende reglementering dergelijk brugpensioenstelsel zal toelaten.

Tevens wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid, in de zin zoals hierboven aangeduid.

HOOFDSTUK VI. WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS

Artikel 16

- a) Het stelsel van sociale begeleiding voor langdurige zieke arbeiders(sters) die worden afgedankt om welke reden ook, behoudens zwaarwichtige redenen, dat gold voor de jaren 1997 en 1998 wordt voor onbepaalde tijd verlengd.

Bijgevolg worden in de zesde alinéa van litt. c) van artikel 8bis van de statuten van het Waarborg- en Sociaal fonds de woorden "... tijdens de duur van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 1997, te weten van 1 januari 1997 tot 31 december 1998..." geschrapt.

- b) Het stelsel van sociale begeleiding voor de +50-jarige die wordt afgedankt om welke reden ook, behoudens om zwaarwichtige redenen, dat gold voor de jaren 1997 en 1998 wordt voor onbepaalde tijd verlengd. Bijgevolg worden in de zevende alinéa van litt. c) van artikel 8bis van dezelfde statuten de woorden "... tijdens de duur van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 april 1997, te weten van 1 januari 1997 tot 31 december 1998..." geschrapt.

- c) De inning van de werkgeversbijdrage van 0,20 % waarvan sprake in litt. d) van artikel 17 van de statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de textielnijverheid en het breiwerk en die dient voor de financiering van de afdeling "sociale begeleiding" wordt voor de jaren 1999 en 2000 gedurende 8 kwartalen geschorst.
Vanaf 1 januari 2001 wordt deze bijdrage van 0,20 % opnieuw geïnd.
- d) Het niet terugvorderbaar voorschot waarvan sprake in artikel 7 tweede alinéa van voormelde statuten wordt vanaf het jaar 1999 van 3.450 BEF op 4.450 BEF gebracht. Dit zelfde niet terugvorderbaar voorschot wordt vanaf het jaar 2000 op 4.650 BEF gebracht. Ter financiering van deze verhoging wordt de bijdrage waarvan sprake in artikel 17 litt. a) laatste alinéa verhoogd met 0,20 %. Vanaf de eerste inning van het jaar 1999 wordt de totale bijdrage aldus vastgesteld op 1,95 % van de verdiende brutolonen.
- e) De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds worden aangepast met hetgeen voorafgaat.

HOOFDSTUK VII. FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID

Artikel 17

- a) Artikel 13 van de CAO van 09.04.1981 tot vaststelling van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk wordt aangevuld met een litt. k) die als volgt luidt:

"k) Voor de rechthebbenden van het brugpensioenstelsel voor het werkliedenpersoneel wordt de werkgeversbijdrage waarvan sprake in litt. j) vanaf 1 januari 1999 vermindert met 0,25 % zodat de totale bijdrage 1,60 % bedraagt".

Bijaldien wordt artikel 15 van dezelfde statuten aangevuld met een litt. k) die als volgt luidt:

"k) De werkgeversbijdrage van 1,60 % voorzien in artikel 13 litt. k) wordt trimestrieel geïnd door het fonds vanaf 1 januari 1999 en wordt berekend op de refertelonen van het tweede, derde en vierde kwartaal van het vorige jaar en het eerste kwartaal van het lopend jaar".

- b) Artikel 13 van de CAO van 09.04.1981 tot vaststelling van de statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid en het breiwerk wordt aangevuld met een littera l) die als volgt luidt:

"l) Voor de rechthebbenden van het brugpensioenstelsel voor het werkliedenpersoneel wordt de werkgeversbijdrage waarvan sprake in litt. k) vanaf 1 januari 2000 vermindert met 0,25 % zodat de totale bijdrage 1,35 % bedraagt".

Bijaldien wordt artikel 15 van dezelfde statuten aangevuld met een litt. l) die als volgt luidt:

"l) De werkgeversbijdrage van 1,35 % voorzien in artikel 13 litt. l) wordt trimestrieel geïnd door het fonds vanaf 1 januari 2000 en wordt berekend op de refertelonen van het tweede, derde en vierde kwartaal van het vorige jaar en het eerste kwartaal van het lopend jaar".

- c) Voormeld artikel 13 litt. l) wordt aangevuld met een tweede alinéa die als volgt luidt:
"Voor het bekomen van de bijkomende vermindering van 0,25 % in 't jaar 2000 dient de onderneming in januari-februari 2000 een attest over te maken aan het Fonds dat de bepalingen inzake arbeidstijd zijn gerespecteerd; dit attest wordt gevisieerd door minstens één afgevaardigde van elke vakbond die vertegenwoordigd is in de syndicale afvaardiging of bij ontstentenis door het regionaal contactcomité waarvan sprake in artikel 27 van de CAO van 10.02.1989. De ondernemingen die dit attest niet afleveren kunnen de bijkomende vermindering van 0,25 % in 2000 niet bekomen."
- d) De statuten van het Fonds voor Bestaanszekerheid worden aangepast met hetgeen voorafgaat.

HOOFDSTUK VIII. SYNDICALE AFVAARDIGING

Artikel 78

- a) Tussen de eerste en tweede alinéa van artikel 11 van de CAO van 18.06.1976 tot wijziging van de CAO van 03.05.1972 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging van het werkliedenpersoneel der ondernemingen in de textielnijverheid en het breiwerk wordt volgende alinéa ingelast: *"Vanaf 01.06.2000 wordt de drempel voor het instellen van de syndicale afvaardiging van 40 arbeiders(sters) op 30 arbeiders(sters) gebracht."*
- b) Artikel 12 van voormelde CAO van 18.06.1976 wordt aangevuld met volgende bepaling: *"Vanaf 01.06.2000 wordt het getal 40 vervangen door 30"*.

HOOFDSTUK IX. TIJDELIJKE WERKLOOSHEID

Artikel 19

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om in het kader van de toepassing van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, een eenparig positief advies in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het Breiwerk uit te brengen, met het oog op het bekomen van de verlenging van de bestaande afwijkingsbesluiten inzake tijdelijke werkloosheid.

HOOFDSTUK X. BIJZONDERE ARBEIDSSTELSELS

Artikel 20

- a) De artikelen 8 en 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 1985 die betrekking hebben op de flexibele arbeidsweek in de textielnijverheid en het breiwerk, worden vanaf 01.01.1999 opgeheven.
- b) De opzeggingstermijn waarvan sprake in artikel 15 van de CAO van 25.03.1983 tot instelling van de overbruggingsploegen, algemeen verbindend verklaard bij KB van 01.09.1983, wordt van 6 maanden teruggebracht op 3 maanden.

HOOFDSTUK XI. GETROUWHEID AAN DE ONDERNEMING**Artikel 21**

Vanaf 1999 wordt aan de arbeider(ster) die minstens 20 jaar ononderbroken anciënniteit heeft in dezelfde onderneming een dag bezoldigde afwezigheid toegekend in de loop van elk kalenderjaar. De werkgever kan de kost ervan terugvorderen bij het Waarborg- en Sociaal Fonds mits voorlegging van de nodige stavingsstukken. Voormelde terug te vorderen kost is samengesteld uit het brutoloon voor deze afwezigheidsdag forfaitair vermeerderd met 50 % patronale sociale lasten (op loon coefficient 100). De statuten van het Waarborg- en Sociaal Fonds worden in die zin aangepast.

HOOFDSTUK XII. STRESS**Artikel 22**

Een bijzondere werkgroep, opgericht in de schoot van het paritair comité, zal de werkzaamheden van de Stichting Technologie Vlaanderen, in 't kader van een onderzoek naar stress in de textielsector, opvolgen.

HOOFDSTUK XIII. DUUR VAN DE OVEREENKOMSTEN VERBINTENISSEN VAN DE CONTRACTERENDE PARTIJEN**Artikel 23**

Deze overeenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 1999 tot en met 31 december 2000. Zij bepaalt het geheel der nieuwe sociale voordelen van toepassing gedurende gans de hiervoor vermelde période.

Bijgevolg waarborgen de contracterende partijen gedurende deze période de inachtneming van de aangegane verbintenissen met betrekking tot de sociale vrede en de opvoering van de productiviteit hetgeen het volgende inhoudt:

- a) tijdens gans de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst zullen de syndicale en patronale organisaties de sociale vrede in de ondernemingen waarborgen, alsmede de effectieve medewerking verzekeren van het personeel bij de uitvoering der maatregelen welke getroffen worden door toepassing van de paritair aanvaarde schikkingen met het oog op de opvoering van de productiviteit, zowel voor wat betreft het gebruik van nieuwe werktuigen en productiemachines, als voor wat betreft de wijzigingen aan de arbeidsmethodes ;
- b) het geheel der schikkingen in verband met de arbeidsvoorwaarden zal stipt worden toegepast en kan onder geen enkel geval terug in betwisting worden gebracht door de syndicale organisaties, de werknemers, de patroonsvereniging of de werkgevers ;
- c) de syndicale organisaties en de werknemers verbinden er zich toe geen enkele eis te stellen noch op nationaal, noch op gewestelijk, noch op ondernemingsvlak, en geen enkel conflict uit te lokken of te doen uitbreken om welke reden het ook mogewezen.

Artikel 24

De hierboven vermelde verbintenissen inzake sociale vrede vallen onder toepassing der bepalingen die door ondertekenende partijen in het nationaal protocol van 26 juni 1969 dienaangaande werden vastgesteld.

Artikel 25

De partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

